

JACQUES KIRSNER PRÉSENTE



LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE

UN FILM DE GILLES BALBASTRE ET YANNICK KERGOAT

SCÉNARIO DE SERGE HALIMI, PIERRE RIMBERT,
RENAUD LAMBERT, GILLES BALBASTRE, YANNICK KERGOAT

*«C'est un film qui vous saisit,
vous tient fermement du commencement à la fin.
Et vous fait terriblement réfléchir.»*

COSTA-GAVRAS



UN FILM PRODUIT PAR JACQUES KIRSNER, JEM PRODUCTIONS AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE NATIONAL DU CINÉMA ET DE L'IMAGE ANIMÉE - MUSIQUE ORIGINALE FRED PALLEM - ANIMATION JORIS CLERTE, PETITE CEINTURE - PRODUCTION EXECUTIVE ANNE-MARIE MARSAGUET - UN FILM DISTRIBUÉ PAR EPICENTRE FILMS
WWW.LESNOUVEAUXCHIENSDEGARDE.COM



WWW.EPICENTREFILMS.COM

LA CRITIQUE DES MÉDIAS,



POURQUOI FAIRE ?

s'étend à la contestation en actes fomentée par des médias associatifs et alternatifs et à la résistance pratiquée par les soutiers de l'information avec le soutien des syndicats de journalistes. Elle se diffuse sur des sites indépendants et de nombreux blogs.

Ses cibles ? L'ordre médiatique existant et ses gardiens. La soumission des capitaineries industrielles et des chefferies éditoriales au capitalisme dans sa version néolibérale, leur contribution à l'anémie du pluralisme politique et, plus généralement, les effets ravageurs de la logique du profit sur l'information, sur la culture et, dans des professions minées par une précarité grandissante, sur les conditions d'activité des journalistes et des créateurs. Sans oublier les menaces qui pèsent sur la neutralité d'Internet et la liberté de ses usagers.

Ses enjeux ? Rendre sensible la nécessité, voire l'urgence de transformations en profondeur et d'une appropriation démocratique des médias et, dans ce but, faire ou refaire de la question des médias la question démocratique et donc politique qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être. Formuler des projets et leur accorder une place à la mesure du défi que représente la conjugaison de la révolution numérique et de la contre-révolution libérale. Et, par conséquent, rompre avec la politique des rustines et des placebos que résument des propositions minimalistes et intermittentes gagées sur les seules échéances électorales.

Si un autre monde est possible, d'autres médias le sont aussi. Pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires. ■

*HENRI MALER EST FONDATEUR ET CO-ANIMATEUR D'ACRIMED

PAR HENRI MALER*

DEPUIS UNE QUINZAINE D'ANNÉES, des livres (comme ceux de Pierre Bourdieu et Serge Halimi), des films, des journaux (comme *PLPL*, puis *Le Plan B*) et l'associa-

tion Acrimed (son site et désormais, *Médiacrique(s)*, son magazine) contribuent à une critique radicale et intransigeante des médias qui s'était assoupie pendant les décennies précédentes. Cette critique

ENTRETIEN AVEC LES RÉALISATEURS



« LE RÉSULTAT D'UN TRAVAIL COLLECTIF »

La construction du film suit d'assez près le livre de Serge Halimi, mais avec son rythme propre. Comment êtes-vous passé du texte à l'image sans vous noyer dans la masse des archives ?

YANNICK KERGOAT : Un film est très différent d'un livre. D'abord, on a fait le choix d'un film de combat, qui ne prétend pas chercher la nuance en toute chose. On ne ment pas au public, on ne lui dit pas qu'en 1 heure 40 le film va broser tous les aspects de la question des médias. On a fait un film pour réveiller les consciences, pour fournir au spectateur une arme dont il pourra se saisir pour aller lui-même au combat, dans toutes les luttes qui l'occupent, car, à notre sens, la question des médias intéresse toutes les composantes des luttes sociales. La fabrication de ce film nous a pris beaucoup de temps, il a fallu deux ans et demi de travail entre l'écriture de la première version du scénario et le résultat final. Le montage à lui seul a nécessité neuf mois de travail.

GILLES BALBASTRE : Le film est aussi le résultat d'un travail collectif, celui d'une mouvance née du conflit social de 1995 et irriguée par les travaux de Pierre Bourdieu et de Serge Halimi. En quinze ans, ce groupe informel – que l'on retrouve dans *PLPL*, *Le Plan B*, *Acrimed*, *Le Monde Diplomatique*, *Fakir*... – a réuni une banque de données extraordinairement vaste. Sans ce méticuleux travail d'archivage, notre film n'aurait pas été possible. Le montage des « débats » télévisés sur LCI entre Luc Ferry et Jacques Julliard, par exemple, nous a été fourni par deux professeurs de français et d'histoire-géo, qui ont scrupuleusement enregistré et démonté chaque séance de bavardages des deux « intellectuels ».

Votre film va sûrement irriter de nombreux journalistes. À quels reproches vous attendez-vous de leur part ?

YK : La réaction qui revient le plus souvent, parmi les journalistes, c'est l'accusation de simplisme : « D'accord, mais c'est plus compliqué que ça... » Pour nous, la question est simple : est-il normal qu'un petit cercle d'experts cooptés entre eux et qui partagent les mêmes points de vue accaparent l'espace médiatique ? Est-ce une bonne chose que les journalistes censés éclairer le jugement des citoyens fassent des ménages pour des entreprises privées ? Est-ce qu'on

admet, dans une démocratie telle qu'on la souhaite, que l'épouse d'un ministre en exercice soit nommée par le président de la République à la tête de l'audiovisuel extérieur français ? Ce sont des questions simples, auxquelles on doit répondre par oui ou par non.

L'attaque ad hominem est-elle un mal nécessaire ? Comment la justifiez-vous ?

YK : Dans le film, on ne tape pas sur les journalistes de base, les soutiers de l'information, même s'ils portent leur part de responsabilités. On s'intéresse à ceux qui occupent des positions de pouvoir et qui ne se gênent pas, eux, pour attaquer les catégories sociales exclues de l'espace médiatique.

GB : L'éditorial du *Plan B* n°6 répond à votre question : « Comment lutter sans identifier l'adversaire ? Pour fendre "les marchés" sans nommer les architectes des marchés dématérialise la lutte sociale. C'est oublier que les mécanismes analysés par les économistes sont aussi actionnés par des individus au profit de groupes sociaux particuliers ; qu'ils sont appliqués par des courroies de

transmission politiques, relayés par la presse qui ment. Une critique qui ne cible personne épargne tout le monde. Il faut nommer l'ennemi ! »

« Les journalistes, les politiques, les économistes font partie de la même

famille », affirme Michel Naudy dans le film. De votre côté, vous faites jouer à plein vos propres réseaux. Pour lutter contre un bloc, vous en constituez un autre...

GB : Bien sûr. La grande différence, c'est que nous formons une famille intellectuelle alors qu'ils constituent, eux, une famille de classe, d'intérêts de classe, pour la protection d'un groupe social et au détriment d'une majorité de la population. Et les moyens qu'ils possèdent sont sans commune mesure avec les nôtres : c'est le pot de terre contre un missile atomique... ■

L'INTÉGRALITÉ DE L'ENTRETIEN EST DISPONIBLE SUR LE SITE DU FILM



SYNOPSIS

LES MÉDIAS SE PROCLAMENT « CONTRE-POUVOIR ». Pourtant, la grande majorité des

journaux, des radios et des chaînes de télévision appartiennent à des groupes industriels ou financiers intimement liés au pouvoir. Au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur.

En 1932, Paul Nizan publiait *Les Chiens de garde* pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *Les Nouveaux chiens de garde* dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Avec force et précision, le film pointe la menace croissante d'une information pervertie en marchandise.

FICHE TECHNIQUE

DOCUMENTAIRE - FRANCE - 2011 - 104 MIN - 1.85 DOLBY STÉRÉO SR - 35 MM ET NUMÉRIQUE COULEUR - VISA N° 119 070

RÉALISATION : Gilles Balbastre, Yannick Kergoat
SCÉNARIO : Serge Halimi, Pierre Rimbart, Renaud Lambert, Gilles Balbastre, Yannick Kergoat
PRODUCTION : Jacques Kirsner, Anne-Marie Marsaguet
IMAGE : Laurent Fénart, Alberto Marquardt, Guillaume Deffontaines
SON : Laurent Malan, Philippe Fabbri, Romain Degueltz, Olivier Walczak, Julien Cloquet
DIRECTION ARTISTIQUE ANIMATION : Joris Clerté (Petite Ceinture)
MUSIQUE : Fred Pallem
INFOGRAPHIE : Arnaud Lamborion
DOCUMENTALISTE : Valérie Massignon
MONTAGE : Yannick Kergoat, Marie-Pierre Camus
PRODUCTION : JEM Productions
DISTRIBUTION : Épicentre Films

LE GRAND CIRQUE DE L'EURO

IL Y A DIX ANS, la monnaie préférée des banquiers et des patrons de presse entrain en circulation. L'occasion de se rafraîchir la mémoire...

LE 1^{ER} JANVIER 2002, le débarquement de l'euro provoque l'orgasme simultané des médias et des milieux d'affaires. « Alors, euro ? », roucoule *Libération* (1.1.02). « *Qu'est-ce qu'on attend pour être euro* », chantonne *Le Nouvel Observateur* (27.12.01). La niaiserie du calembour suggère l'intensité du frisson qui parcourt la chefferie éditoriale : la monnaie unique symbolise non seulement « un destin partagé » et « une nouvelle solidarité en marche », comme le proclame *Le Journal du dimanche* (2.9.01), mais elle promet aussi de « faciliter la vie des consommateurs » et de se graver dans leur mémoire comme « l'événement politique le plus important du siècle », selon les rêves mouillés de l'éditorialiste de *Libération* (1.1.02). Sur le plateau de France 2, les épanchements du patron de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, font monter les larmes aux yeux du présentateur : « *Nous sommes très émus et assez fiers d'être arrivés à ce résultat* » (30.8.01). Une émotion d'autant moins contenue que Trichet palpera 30 000 euros de salaire mensuel.



Si les médias aiment l'euro, c'est que l'euro va rapporter aux médias. La firme Publicis, proche des socialistes alors au pouvoir (la richissime Élisabeth Badinter en est la plus grosse actionnaire), a hérité en France du budget de propagande de la monnaie unique (525 millions de francs, soit 80 millions d'euros). Son slogan – « *L'euro, notre monnaie* » – fait la joie de ses destinataires : les périodiques de Pinault, les radios de Lagardère et les télévisions de Vivendi, qui vont hériter de la pub. En septembre 2001, *Le Journal du Dimanche* (groupe Lagardère) dévoile une des grandes idées de Publicis : « *Sept millions de petits Européens de 8 à 12 ans [vont recevoir] un poster représentant les pièces et les billets en euros. Un concours – "Deviens un champion de l'euro" – sera organisé. [...] Les vingt-quatre lauréats seront invités à Francfort pour assister à la naissance solennelle de l'euro le 1^{er} janvier au matin. Les enfants seront ainsi les premiers à toucher les billets.* »

La puériculture par l'euro ne date pas d'hier. Bien avant que les journalistes ne glorifient le plan « Vigieuro » destiné à protéger, mitraille au poing, le voyage des nouveaux billets, la monnaie unique faisait piailler de plaisir les



salles de rédaction. « *La construction européenne incarne une politique de la raison avant d'être un émoi du cœur* », exultait Laurent Joffrin à l'annonce de l'accouchement du « bébé » (*Libération*, 1.1.99). Que la « raison » monétaire allait enrichir leurs amis du CAC 40 plutôt que les smicards et les chômeurs ajoutait à la délectation des



plus perspicaces. Dans *Le Point*, Claude Imbert pouvait se frotter les mains : « *En France, pays où les moins assistés des chômeurs sont mieux lotis que la majorité des travailleurs du monde, l'an neuf nous accueille avec*

l'euro, premier jalon d'une espérance collective sans précédent historique. C'est depuis longtemps la meilleure nouvelle ! » (31.12.98). Sur Europe 1, Alain Duhamel pestait contre les adversaires de l'euro, pourtant écartés de l'antenne, en les qualifiant de « nostalgiques de la marine à voile, des gens qui rêvent à un monde dans lequel on ne peut se diriger qu'en ballon » (5.1.99). Dans *Le Monde*, Jean-Marie Colombani célébrait une « révolution » synonyme de « victoire sur les marchés, de la détermination de quelques-uns sur les forces économiques » (31.12.98).

L'euro, une victoire sur les marchés ? Dix ans plus tard, alors que la monnaie unique est dans les choux et l'Europe dans les mains de Goldman Sachs, le diagnostic a un peu évolué. La chefferie éditoriale, beaucoup moins. ■

PERNAUT TOMBE SUR UN OS

TF1 ENVOIE SON PRÉSENTATEUR VEDETTE recruter dans les lycées. Mais, à Orléans, les profs l'ont renvoyé à la niche.

DÉBUT NOVEMBRE, la fondation TF1 sollicite le lycée Jean-Zay à Orléans pour y organiser une « journée de proximité ». Refus. Quelques jours plus tard, elle récidive avec le lycée Franklin, le priant d'accorder l'hospitalité à son directeur du savon à barbe, Jean-Pierre Pernaut. Afin de « créer du lien avec le public » et de promouvoir les bonnes œuvres de Bouygues, soucieux de « mieux intégrer socialement des jeunes issus de zones sensibles », les enseignants sont invités à rognier sur leurs heures de cours pour laisser le grand prêtre du « 13 heures » évangéliser les cerveaux disponibles des lycéens, considérés comme de futurs chômeurs et donc comme des recrues possibles pour la multinationale du BTP.

Mais les enseignants se cabrent. Ils font savoir à Pernaut que ses « accointances avec l'actuel gouvernement qui supprime des postes dans l'Éducation nationale », ne le qualifient guère « pour parler de l'intégration des jeunes vivant dans les zones sensibles ». La fondation TF1 s'appuie pourtant sur un bilan indiscutable : « trois étudiants embauchés » en seulement quelques années. « Les enseignants qui ont empêché la rencontre avec une centaine de lycéens vivent dans un autre monde, déplore Pernaut. Quand ils disent "on ne veut pas ren-

contrer TF1", c'est qu'ils n'ont pas compris que leur rôle est de former les jeunes à l'emploi, ce que permet aussi TF1 » (*La République du Centre*, 16.11.11). Les profs nourrissent-ils des préjugés contre l'intervieweur du président de la république, employé de Bouygues depuis 37 ans ? On a posé la question à Anais Perdereau, enseignante en sciences économiques et sociales au lycée Franklin, qui s'entête : « Pour nous, il incarne la pensée économique dominante. Les plans de rigueur, le remboursement de la dette, l'obsession de la croissance... » Et l'emploi des jeunes, alors ? « On n'est pas là pour faire recruter nos élèves par TF1 ou une autre entreprise. La propagande de Pernaut, c'est soit de la malhonnêteté, soit une faute professionnelle. » Feu ! Feu sur le Parti de la presse et de l'argent ! ■

Brèves moustachues



Acrobatie



La « crise » contraint parfois la presse à des contorsions douloureuses. À propos de l'économie allemande et des réformes ultra-libérales imposées en 2004 par le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder, *Le Monde* découvre aujourd'hui que « les inégalités se sont accrues » depuis sept ans et qu'« environ 7,4 millions de salariés occupent un "mini-job" très peu payé » (11.12.11). À l'époque, ces réformes avaient soulevé l'enthousiasme du *Monde*. Dans un éditorial intitulé « L'Allemagne bouge », le quotidien expliquait : « Ces mesures marquent un incontestable tournant dans l'histoire sociale de l'Allemagne. Les avantages sociaux sont fortement réduits. [...] Gerhard Schröder veut que l'Allemagne "bouge" : pour le bien de l'Europe on ne peut que saluer cette ambition » (25.12.04).

Boîte à idées

Christophe Barbier, directeur de la rédaction de *L'Express* et éditorialiste sur i-Télé, fourmille d'idées pour redresser la France : « Supprimons la cinquième semaine de congés payés. [...] Indemnisons moins les premiers mois de chômage. » La réduction du chômage impose en outre de « faciliter les licenciements », car « si licencier ne devient pas plus facile, embaucher finira par être impossible ». Les plans de rigueur édictés par Nicolas Sarkozy lui paraissent trop laxistes envers les pauvres, Barbier réclame encore plus de flexibilité, « qui multiplie les chances », et encore moins de protection sociale, car « nous devons retrouver les vertus de la solidarité familiale, et ne plus attendre de "l'État mamma" les soins et consolations que nous devons prodiguer à nos proches » (*L'Express*, 4.11.11).

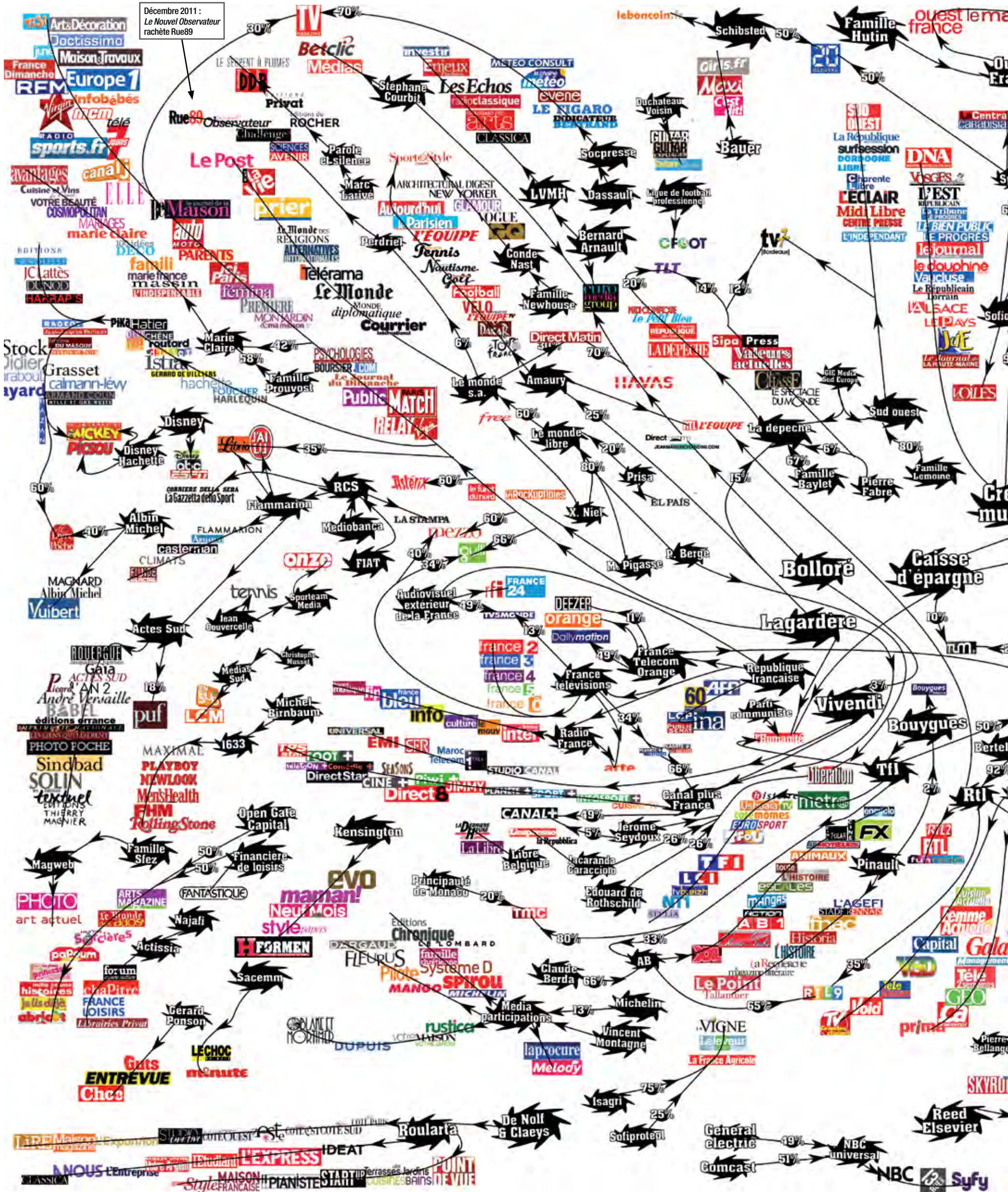


Annésie

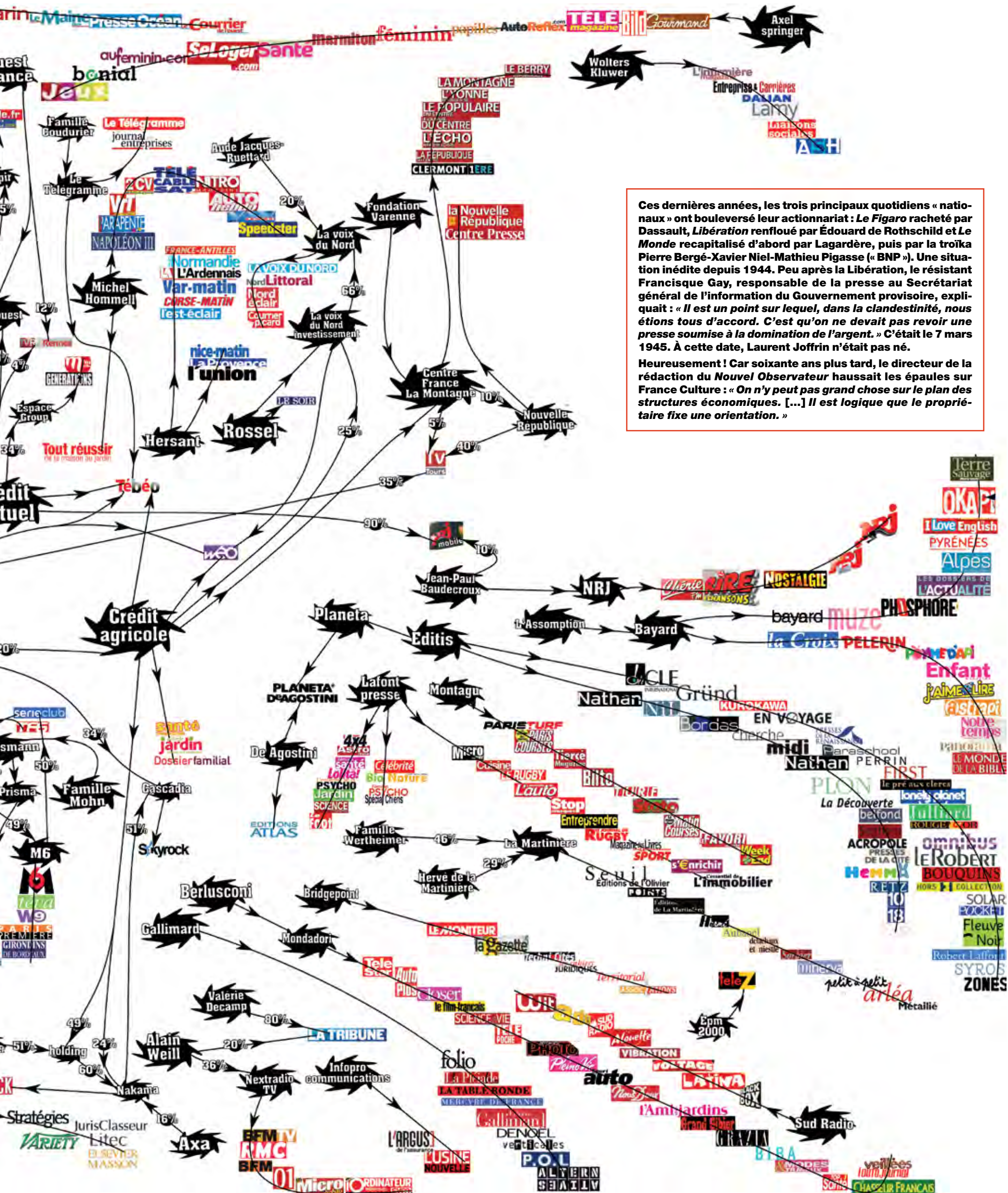
Depuis son éviction du *Monde* et de LCI, Edwy Plenel se réinvente en Emiliano Zapata. Il a échoué dans sa tentative d'introduire *Le Monde* en Bourse ? Il exhorte aujourd'hui les abonnés de Mediapart à la « révolte nécessaire » contre « la dictature financière » (10.8.11). Il a fait du *Monde* un groupe de presse dont Lagardère et Maurice Lévy (Publicis) étaient les actionnaires ? Il dénonce maintenant « l'anormale situation de dépendance, économique et politique, de nos médias envers une oligarchie financière imbriquée à l'actuel pouvoir présidentiel » (*Rue89*, 14.12.07). « Alain Minc est devenu un ami, et je suis fier d'être son ami », ronronnait-il à propos de son partenaire à la tête du *Monde* (France 2, 6.3.03) ? Il brome à présent que Minc a toujours été pour lui « un adversaire potentiel qu'il fallait tenir en marge » (*France Culture*, 13.12.07). Le plus insolite, dans ces divagations, c'est l'indulgence teintée de charité qu'elles suscitent dans son nouveau public. Le 4 octobre dernier, après le NPA et le Front de gauche, c'était au tour de l'« Université critique et citoyenne » de Nîmes d'inviter Plenel pour une conférence moustachue sur la « crise de la démocratie ».



LA CARTE DU PARTI DE LA



PRESSE ET DE L'ARGENT (PPA)



Ces dernières années, les trois principaux quotidiens « nationaux » ont bouleversé leur actionnariat : *Le Figaro* racheté par Dassault, *Libération* renfloué par Édouard de Rothschild et *Le Monde* recapitalisé d'abord par Lagardère, puis par la trioka Pierre Bergé-Xavier Niel-Mathieu Pigasse (« BNP »). Une situation inédite depuis 1944. Peu après la Libération, le résistant Francisque Gay, responsable de la presse au Secrétariat général de l'information du Gouvernement provisoire, expliquait : « Il est un point sur lequel, dans la clandestinité, nous étions tous d'accord. C'est qu'on ne devait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent. » C'était le 7 mars 1945. À cette date, Laurent Joffrin n'était pas né.

Heureusement ! Car soixante ans plus tard, le directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* haussait les épaules sur France Culture : « On n'y peut pas grand chose sur le plan des structures économiques. [...] Il est logique que le propriétaire fixe une orientation. »



Connivences et complaisances

♥ 5 DÉCEMBRE 2011. Yves Calvi reçoit Laurent Joffrin sur le plateau de « Mots croisés » (France 2). Un mois plus tôt, commentant l'interview télévisée de Nicolas Sarkozy par Jean-Pierre Pernaut et Yves Calvi, Laurent Joffrin écrivait : « Jean-Pierre Pernaut et Yves Calvi sont de bons professionnels, chacun dans leur genre, soucieux de vie quotidienne pour le premier, attentif à la clarté et à la pédagogie pour le deuxième. Ils ont posé pour l'essentiel les questions qu'il fallait poser, telles que l'actualité les suggérait » (Le Nouvel Observateur, 28.10.11).

♥ 24 NOVEMBRE. Le Monde indique que « le politologue Stéphane Rozès conseille discrètement François Hollande ». En 2009, Rozès avait été recruté – en compagnie du journaliste Jean-Luc Mano et du publicitaire Régis Lefebvre – par le gouvernement monégasque pour combler le « déficit d'image » de la principauté.

♥ 14 NOVEMBRE. Dans son blog « immédias » hébergé par le site de L'Express, Renaud Revel, employé de L'Express, caresse le directeur de L'Express, Christophe Barbier : « Longtemps, il fut de bon ton de fustiger celles et ceux qui cachetonnaient ici et là : ces stakhanovistes du journalisme que l'on retrouvait un peu partout, de Christine Ockrent à Serge July, en passant par Alain Duhamel ou Jean-Marie Colombani. [...] La question n'est pas de savoir si ces derniers sont d'infâmes "cumulards", mais si le paysage médiatique possède en son sein des professionnels capables, à l'instar d'un Christophe Barbier, à l'Express, d'un Laurent Joffrin, au Nouvel Observateur ou d'un Franz Olivier Giesbert au Point, d'éclairer intelligemment les téléspectateurs, sans pour autant verser dans le café du commerce. »

♥ 29 OCTOBRE. Alain Finkielkraut reçoit Pierre Rosanvallon (fondateur du club de réflexion social-libéral La République des idées) et Paul Thibaud (ancien directeur de la revue Esprit) dans son émission « Répliques » sur France Culture, consacrée ce jour-là à « la passion de l'égalité ». Une passion partagée par les trois penseurs, signataires en novembre 1995 de la pétition « Réforme » initiée par la revue Esprit en soutien au plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale.

♥ 20 OCTOBRE. Dans Le Point, Jean-Paul Enthoven, ancien journaliste au Nouvel Observateur, complimente Mona Ozouf, collaboratrice du Nouvel Observateur, pour son recueil d'articles parus dans Le Nouvel Observateur : « Il faut en prendre acte : le monathéisme – qu'on nommera ainsi en hommage à la délicate Mona Ozouf – est un culte exigeant, peu pratiqué, presque démodé [...]. Est "monathéiste", en effet, celui ou celle dont le cœur bat pour les livres, qui est heureux d'emporter la liberté qu'ils promettent, qui les célèbre sans complaisance ou les critique sans haine. »

♥ 6 OCTOBRE. Dans Le Nouvel Observateur, Renaud Dély salue le dernier livre d'Hervé Algalarrondo, journaliste au Nouvel Observateur : « Un pamphlet vif et enlevé qui bouscule quelques idées reçues. »

♥ 24 SEPTEMBRE. Dans Le Journal du Dimanche, Philippe Sollers livre sa « sélection personnelle des livres de la rentrée. Le plus émouvant et délectable : Ô Solitude, de Catherine Millet [...]. Le plus branché magnétique : Vie électrique, de Jean-Philippe Rossignol. » Les deux livres sont parus chez Gallimard dans la collection L'Infini, dirigée par Philippe Sollers.

♥ 19 AOÛT. Guyonne de Montjou, ancienne attachée de presse du sous-ministre UMP Alain Joyandet, reçoit le politologue libanais Ghassan Salamé dans l'émission « Témoins de passage » sur France Inter. Guyonne de Montjou a travaillé au cabinet de Ghassan Salamé lorsqu'il était ministre de la Culture du Liban.

GRANDS JOURNALISTES CHERCHENT PETITS POURBOIRES

LES VEDETTES DU PARTI DE LA PRESSE ET DE L'ARGENT (PPA) arrondissent fréquemment leurs fins de mois en effectuant des prestations tarifées (« ménages ») pour des chefs d'entreprises. Dans leur film, les auteurs des « Nouveaux chiens de garde » ont retenu les cas de Christine Ockrent et d'Isabelle Giordano. En voici quelques autres...

LE « TRAIN D'AVANCE » DE LAURENT JOFFRIN

Pour se faire des amis et promouvoir ses « réformes » auprès des oreilles qui comptent, la direction de la SNCF a créé un club de lobbying baptisé « Un train d'avance¹ ». Cette officine organise régulièrement de somptueux dîners au Pershing Hall, un palace situé dans le 8^e arrondissement de Paris, « au cœur du triangle d'or, haut lieu des affaires et de la finance internationale et à quelques pas des boutiques de prestige », précise la brochure de l'établissement. À l'invitation du président de la SNCF, Guillaume Pépy, députés, sénateurs, économistes, dirigeants d'entreprises et universitaires viennent s'empiffrer dans une « atmosphère de discrétion, de luxe et d'élégance ». Entre deux fourchettes de tagliarini fraîches au foie gras, ils y débattent aussi des grands problèmes de leur temps – un exercice qui requiert nécessairement l'assistance d'un journaliste.

Le 27 avril 2010, la causerie gastronomique avait pour thème : « Média, opinion publique et entreprises : le grand malentendu ? » Pour l'égayer, les organisateurs avaient fait appel – c'était écrit sur le carton d'invitation – à « deux grands journalistes spécialistes de l'opinion » : Laurent Joffrin et Philippe Tesson.

Les invités ont d'abord cru à une plaisanterie. Qualifier de « grands journalistes » l'actuel directeur du Nouvel Observateur et le chroniqueur mondain du Figaro Magazine, le quiproquo augurait mal du « train d'avance » des managers de la SNCF.

Renseignements pris, le « journaliste le plus bête de France² » et le dandy octogénaire avaient été recrutés par l'agence Boury & associés, à laquelle « Un train d'avance » sous-traite l'organisation de ses banquets. Filiale d'Altedia, groupe de « conseil en management » détenu lui-même par le géant de l'intérim Adecco, cette société se présente ainsi sur sa page Internet³ : « La plupart des lobbyistes français exercent leur activité à Bruxelles. Tel n'est pas le cas du cabinet Boury & associés, qui s'est spécialisé dans le lobbying

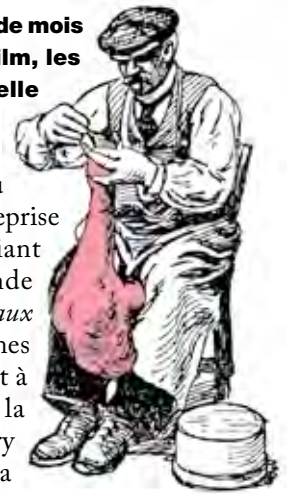
auprès des institutions nationales : le gouvernement, l'Assemblée nationale et le Sénat. Le lobbying consiste à faire valoir auprès des pouvoirs publics des intérêts particuliers. »

L'APOSTOLAT DE MICHEL FIELD

Le présentateur d'« Au Field de la nuit », l'émission « culturelle » de TF1, connaît manifestement des fins de mois difficiles. En octobre 2007, il anime le 62^e congrès de la Fédération nationale des transports routiers. En juin 2008, il se précipite à la Chambre de commerce et d'industrie de Lille pour égayer « Les quartiers de l'immobilier, le 1^{er} salon du Neuf de la région lilloise ». Trois semaines plus tard, on le retrouve à un colloque du groupe d'assurances Agrica sur « Le développement durable en entreprise : un projet d'avenir ? ». En octobre 2008, c'est au tour de l'Ordre des experts-comptables de lui confier le chauffage de salle aux côtés d'Isabelle Gounin, de LCI. Rebelote

1 Cet article est tiré du dossier « Du ménage par temps de crise : intellectuels à vendre », Le Plan B n° 23, mai-juin 2010.
2 Lire l'article culte du Plan B, www.leplanb.org/arsenal/laurent-joffrin,-le-journaliste-le-plus-bete-de-france-2.html.
3 www.boury-associes.fr

en juin 2009, cette fois au congrès du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), à Calais, où l'ancien étudiant trotskiste pimente une table ronde consacrée à « Nos entreprises face aux mutations de demain. » Deux semaines plus tard, Field part à Montpellier faire la claque avec Luc Ferry au 39^e congrès de la Fédération des promoteurs et constructeurs de France. Etcetera... On s'inquiète : le groupe Bouygues verse-t-il seulement un salaire à son malheureux « journaliste culturel » ?



JEAN-MARC SYLVESTRE ET LA DIGESTION DES COCHONS

Le 23 septembre 2008, le journaliste économique Jean-Marc Sylvestre, ex-directeur adjoint de l'information de TF1 et actuel chroniqueur sur i-Télé, anime un colloque sur la nutrition animale organisé par LG Semences, filiale du groupe agro-industriel Limagrain. L'ordre du jour a enflammé son inspiration : « Digestibilité des fibres du maïs, la clé d'amélioration des rations pour l'avenir. »

« QUESTIONS D'ARGENT » DANS LES HOSPICES

Trois fois par semaine, sur France Info, le journaliste Patrick Lelong répond aux « questions d'argent » qui angoissent ses auditeurs (« placements, actions, obligations, marché immobilier... les conseils de l'expert »). Durant son temps libre, il règle ses propres soucis pécuniaires. Le 12 juin 2009, par exemple, Lelong animait un « zoom sur le plan Alzheimer 2008-2012 » au 9^e congrès national des maisons de retraite privées.

LA « POSITIVE ENTREPRISE » DE JEANPERRIN

« Comment réconcilier les jeunes avec le monde de l'entreprise ? » C'était le thème du colloque donné le 10 décembre 2007 au Palais du Luxembourg par Manpower et Positive Entreprise, une association qui entend « favoriser le rapprochement entre les jeunes et les métiers de l'entreprise [...] par l'organisation d'actions d'informations ou de lobbying ». Les tables rondes étaient animées par Brigitte Jeanperrin, journaliste à France Inter.

UN BHL À LOUER POUR 50 000 EUROS

Depuis 1997, la Speakers Academy, « leader du marché dans le domaine des conférenciers », exauce les entreprises qui rêvent de s'offrir une tête connue le temps d'un pince-fesses. À son catalogue figurent sportifs, comédiens, journalistes et « intellectuels ». Le tarif ? Proportionnel à la notoriété du prestataire, évidemment. Pour louer un BHL, compter jusqu'à 50 000 euros en haute saison, TVA et chemise blanche incluses. Le comique Patrick Sébastien, la socialiste Ségolène Royal et le journaliste Nicolas Beytout (ex-directeur de la rédaction du Figaro et ancien patron du pôle médias de LVMH) se situent dans la fourchette moyenne : de 7 500 à 12 500 euros. Les petites bourses hésiteront entre Dominique Moïsi et Thierry de Montbrial, tous deux « experts » à l'Institut français des relations internationales (IFRI) et convives permanents des plateaux de télévision, disponibles chacun pour 5 000 euros seulement. Au rayon des prix cassés (moins de 5 000 euros), le chineur fera son choix parmi Pierre Rousselin, directeur adjoint de la rédaction du Figaro, Gérald Ariano, rédacteur en chef adjoint à TF1 et présentateur sur LCI, ou encore Patrick Jarreau, chef de la « newsroom » du quotidien Le Monde. ■



QUELQUES RÉFÉRENCES

BIBLIOGRAPHIQUES POUR S'ARMER CONTRE LES MÉDIAS QUI MENTENT :

- ACTION CRITIQUE MÉDIAS (ACRIMED)

pionnière de la résistance à l'ordre médiatique, cette association née du mouvement social de novembre 1995 poursuit ses démontages sur Internet (www.acrimed.org) et sur papier (la revue trimestrielle Médiacritique(s), disponible dans les bonnes librairies ou à commander sur le site).

- PLPL ancêtre du *Plan B*,

Pour lire Pas lu, « le journal qui mord et fuit », demeure en embuscade sur le site www.homme-moderne.org/plpl.

- CP-PRODUCTIONS né de la rencontre entre le réalisateur Pierre Carles (*Pas vu pas pris, Fin de concession*) et la productrice Annie Gonzales, ce collectif de lutte cinématographique continue de produire des films interdits par les chaînes de télévision. www.cp-productions.fr.

- ALAIN ACCARDO

Journalistes précaires, journalistes au quotidien

avec Georges Abou, Gilles Balbastre, Christophe Dabitch & Annick Puerto, Agone, 2007.

- PIERRE BOURDIEU, *Sur la télévision*,

Raison d'Agir, 1996.

- SERGE HALIMI, *Les Nouveaux chiens de garde*, Raisons d'Agir, 2005.

- PIERRE RIMBERT, *Libération, de Sartre à Rothschild*, Raisons d'Agir, 2005.



Directeur de la publication : Brad Schnuppert. Rédaction : Julien Brygo, Olivier Cyran. Direction du bon goût : Marc Pantanella. Carte du PPA : Yann Bureller. Dessin : Colloghan. Remerciements à Bertrand Loutte, Vanessa Schlouma, Karima Younsi, la CRE, Gilles Balbastre. Impression : Imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe.

MORCEAUX CHOISIS

BAVARDS, INTERCHANGEABLES, OMNIPRÉSENTS

Comment analyser l'automobile américaine sans évoquer General Motors, Ford et Chrysler ? Comment parler du journalisme français sans citer le nom de certains des trente associés qui se partagent les jetons de présence de son conseil d'administration, qui survivent à toutes les alternances, politiques et industrielles ? Assurément leur personnalité ou leur talent sont ordinaires. Trente autres feraient tout aussi bien l'affaire. Loin de se faire concurrence, ils ne cessent de troquer des complicités, ajoutant aux contraintes précédemment évoquées celles que leurs connivences font égoïstement peser sur toute une profession, ses princes et ses soutiers.

Un milieu. Idées uniformes et déchiffreurs identiques. Journalistes ou « intellectuels ». Peu nombreux. Inévitables, volubiles. Entre eux, la connivence est de règle. Ils se rencontrent, ils se fréquentent, ils s'apprécient, ils s'entregloisent. Ils sont d'accord sur presque tout. Lors d'un « Duel » télévisé l'opposant à Jacques Attali, Alain Minc qualifia leur idéologie de « cercle de la raison ». Alain Touraine, cosignataire du rapport commandé par Édouard Balladur à Alain Minc en 1994, pré-

féra l'expression « cercle du réel et du possible ». Il fallut presque en venir aux mains pour les séparer... Sorti de ce consensus, il n'y aurait qu'aventure, démagogie, « populisme ». Pour eux, le soleil ne se couche jamais. Dès l'aube à la radio, le soir à la télévision ; dans la presse écrite, l'éditorial à flux tendu : quotidien national, hebdomadaire, quotidiens régionaux. [...] Parlant des journalistes de son pays, un syndicaliste américain a observé : « *Il y a vingt ans, ils déjeunaient avec nous dans des cafés. Aujourd'hui, ils dînent avec des industriels.* » En ne rencontrant que des « décideurs », en se dévoyant dans une société de cour et d'argent, en se transformant en machine à propagande de la pensée de marché, le journalisme s'est enfermé dans une classe et dans une caste. Il a perdu des lecteurs et son crédit. Il a précipité l'appauvrissement du débat public. Cette situation est le propre d'un système : les codes de déontologie n'y changeront pas grand-chose. Mais, face à ce que Paul Nizan appelait « *les concepts dociles que rangent les caissiers soigneux de la pensée bourgeoise* », la lucidité est une forme de résistance. ■

SERGE HALIMI, *LES NOUVEAUX CHIENS DE GARDE* (LIBER-RAISONS D'AGIR, 1997)



QUAND LE JOURNAL DEVIENT FIRME ET LA FIRME DEVIENT MARQUE

Des ordonnances de 1944 aux publications sauvages de l'après-1968, la « presse de la liberté » contemporaine s'est fondée contre le capitalisme de presse. Elle s'y est dissoute dès lors que le projet d'entreprise prenait le pas sur l'objectif rédactionnel et politique qui présidait à sa naissance. Les transformations de *Libération* illustrent la situation générale de journaux contraints de se nier en tant qu'entreprise afin de poursuivre leurs buts, ou de renier leurs buts pour intégrer l'univers des entreprises. [...] « *Il ne faut pas que nos moyens de vivre compromettent nos raisons de vivre* », avertissait le fondateur du Monde, Hubert Beuve-Méry. [...] « *Refuser de devenir une industrie* », selon le souhait de Sartre pour *Libération*, expose au manque de moyens et à une diffusion réduite ; choisir l'option contraire enclenche un engrenage fatal. D'abord invoquée comme un impératif de survie, la logique industrielle transforme le journal en firme, la

firme en « marque » qui affronte d'autres « marques » sur un marché où, pour permettre au lecteur de circonstance de distinguer des titres toujours plus interchangeables, le journalisme se fait marketing et le journaliste gradé, patron. « *Au Nouvel Observateur, je suis le seul à avoir licencié des salariés, s'est rengorgé Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de cet hebdomadaire. À Libération, j'ai résisté à trois grèves générales.* » [...] Naguère marginaux comparés au textile, à la chimie ou à l'automobile, les groupes de communication comptent à présent au nombre des principaux acteurs de l'économie mondiale. La fusion de la presse dans l'argent conditionne ses contenus plus efficacement que toutes les censures directes, fussent-elles exercées par le propriétaire. [...] Les années de résignation sont passées par là, cherchant à effacer de nos mémoires le long combat pour une réappropriation démocratique de l'information. ■

PIERRE RIMBERT, *LIBÉRATION, DE SARTRE À ROTHSCHILD* (RAISONS D'AGIR, 2005)

Brève moustachue

Suffrage médiatique

Début novembre, l'annonce par le Premier ministre grec d'un référendum sur le nouveau plan d'austérité imposé par Bruxelles déclenche la fureur de la presse française. *Le Parisien* dénonce un « coup de poker qui risque d'avoir de lourdes répercussions sur la zone euro et sur la France », tandis que *Libération* s'alarme du « chaos » qui ruinerait la planète si les Grecs s'exprimaient sur le sort qu'on leur inflige (2.11.11). « *Imagine-t-on un peuple acceptant, unanime, une purge aussi violente ?* », gronde l'éditorialiste du *Monde*, qui en déduit que, chez les peuples mécontents, l'exercice de la souveraineté populaire est « *la pire des choses* » (2.11.11). Les éditorialistes parisiens ne sont pas soumis à la menace d'une « purge violente » : leur souveraineté s'impose donc à tous, y compris aux Grecs. Une semaine plus tard, le référendum était enterré et le Premier ministre grec remplacé par un ancien dirigeant de Goldman Sachs.



JEM PRODUCTIONS
9, rue de la Fontaine au Roi,
75011 Paris
Téléphone : 01 42 46 49 50
contact@jemproductions.fr



ÉPICENTRE FILMS
Daniel Chabannes
55, rue de la Mare, 75020 Paris
Téléphone : 01 43 49 03 03
info@epicentrefilms.com

L'INFORMATION SOCIALE SÉQUESTRÉE AU SOFITEL DE NEW YORK

	Ratification par les 183 membres de l'Organisation internationale du travail à Genève (Suisse) de la première Convention internationale sur le travail domestique. 16.6.11	Droit de retrait d'une durée record (18 jours), à Dunkerque, d'environ 200 salariés de l'Association d'action sociale et éducative (350 salariés) suite au suicide d'un éducateur spécialisé. 5.12.11	Mort d'un ouvrier intérimaire de 42 ans écrasé entre les parois métalliques et le moteur de la tour de convoyage de charbon à la centrale thermique EDF de Blénod-lès-Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle). 6.12.11	Total 3 informations sociales :	Une enquête du journaliste américain Edward Epstein relance la thèse du complot contre Dominique Strauss-Kahn. 27.11.11 - 17.12.11
Le Monde :	2 articles, 1255 mots	Rien	Rien	2 articles, 1255 mots	6 articles, 3 brèves, 5044 mots
Libération :	Une brève, 61 mots	Rien	Rien	1 brève, 61 mots	5 articles, 5 brèves, 3624 mots
Aujourd'hui :	Rien	Une brève, 133 mots	Rien	1 brève, 133 mots	3 articles, 2 brèves, 1451 mots
Le Figaro :	Rien	Rien	Rien	Rien	1 article 1 brève, 758 mots
Total :	2 articles, 1 brève, 1316 mots	1 brève, 133 mots	Rien	2 articles, 2 brèves, 1449 mots	15 articles, 11 brèves, 10 877 mots

LE PROCÈS

Gardes, faites entrer l'accusé !

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL LIT L'ACTE D'ACCUSATION : Arnaud Lagardère, vous êtes inculpé pour trafic d'influence. Héritier d'une immense fortune, marchand de canons, propriétaire d'un empire de presse, vous voulez propulser Nicolas Sarkozy à l'Élysée en lui assurant le concours des innombrables journalistes et intellectuels que vous salariez.

L'ACCUSÉ se lève. Souriant, bronzé, vêtu d'un polo, il agrippe une boîte de Coca light, dont il avale une gorgée avant de roter – ce qui lui arrache un rire très sonore, « à l'américaine ».

LE PRÉSIDENT : Maître, veuillez signaler à votre client qu'un tribunal n'est pas un saloon du Wyoming.

L'AVOCAT : Monsieur le Président, ne voyez là nul manque de respect. Arnaud Lagardère a expliqué qu'il rêvait de constituer « un groupe qui a une influence sur le mode de consommation mondial, la même aura qu'un Disney, qu'un Coca-Cola ». L'informalité et le soda permettent de faire des affaires dans la modernité – et avec nos amis américains.

LE PROCUREUR : Son informalité américaine, parlons-en ! À 33 ans, l'accusé dirige Grolier, un éditeur aux États-Unis. Il ferme un site et l'entreprise passe de 37 à 40 heures sans augmentation de salaire. Mais il offre aux salariés « en échange la possibilité d'abandonner le costume-cravate ». Parlant d'un des employés, il se vantera dans *L'Express* (groupe Dassault) : « J'avais 33 ans, l'âge du Christ. Et je l'ai viré. »

L'ACCUSÉ : J'adore l'Amérique et ses méthodes un peu bourruées. Bernard-Henri [Lévy, ndlr], qui prononça l'éloge funèbre de papa en 2003, m'a appris à éprouver pour les antiaméricains le plus grand *contempt*...

LE PRÉSIDENT : Plaît-il ?

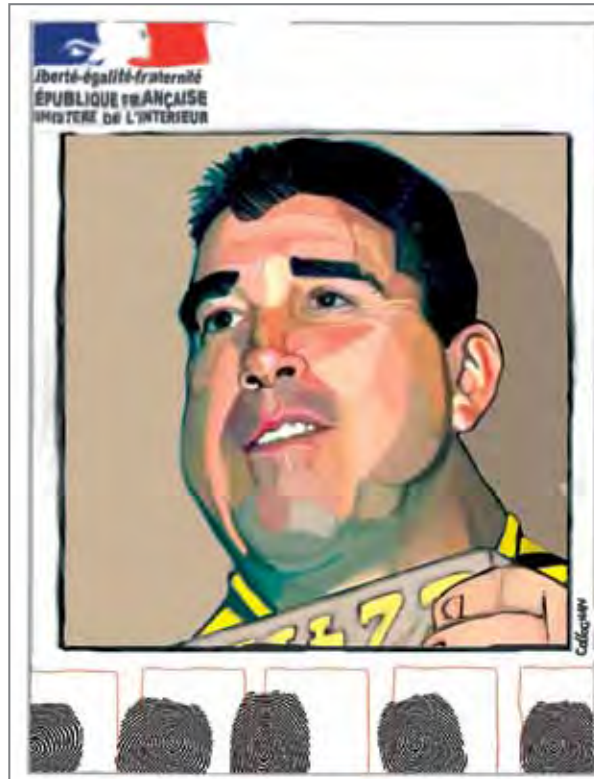
L'ACCUSÉ : Ça signifie « mépris » en anglais. Le français est une langue en retard. Je veux rebaptiser mes maisons d'édition Hachette, et les appeler Buy ! Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, inspiré par le « Nous sommes tous américains » de Jean-Marie [Colombani, ndlr], j'ai adressé ce « message aux salariés du Groupe » : « Nous sommes une entreprise libre, appartenant à un monde libre. Vous avez un rôle à jouer pour que le monde libre le reste, pour nous, pour nos enfants. Chacun doit bien peser ce qu'il peut apporter au sein de sa famille ou dans son entreprise pour gagner ce combat. »

LE PROCUREUR : Si l'accusé adore les proclamations guerrières, c'est qu'il vend des armes mais que les seules balles auxquelles il s'expose sont des balles de tennis.

L'ACCUSÉ : Cessons de faire de l'idéologie ! Comme je l'ai dit à *Libération* (groupe Rothschild), journal qui fut comme moi favorable aux guerres du Golfe et du Kosovo, « si nous avons un pays aussi fort, des médias qui peuvent s'exprimer aussi librement, c'est aussi que nous avons une défense qui nous est propre. Avoir un groupe qui est dans la Défense nationale, n'est pas une honte, c'est une immense fierté. » Ni TF1 ni *Charlie Hebdo* n'existeraient sans les missiles Lagardère et sans l'Otan. Philippe Val l'admet, d'ailleurs.

LE PROCUREUR : Votre cynisme me révolte !

LA DÉFENSE : Pas de flatterie, ça ne prend pas. D'autant que, quand Plenel rédigeait encore les éditoriaux du *Monde*, celui du 16 mars 2003 aurait pu être signé par mon client : « Si la France peut actuellement jouer le rôle qui est le sien sur la scène internationale, c'est aussi parce que, grâce à Jean-Luc Lagardère et à Marcel Dassault, elle possède une véritable industrie de l'ar-



D'ARNAUD LAGARDÈRE

Paru dans *Le Plan B* n° 3, juillet-septembre 2006

mement. » À l'époque, Hachette ne possédait pas 15 % du capital du *Monde* et c'est donc librement que ce quotidien et Plenel parlaient déjà le Lagardère.

L'ACCUSÉ : Mais sans Coca light : Edwy préfère avoir la bouche libre pour y fourrer un gros cigare, histoire de ressembler à Che Guevara. Y compris quand il courtise Édouard de Rothschild pour succéder à Serge July. Édouard me l'a dit. C'est un ami et il a d'ailleurs remplacé papa à la tête de la société hippique France Galop. Lui aussi se bat pour Sarkozy.

LE PRÉSIDENT l'interrompt : Accusé, taisez-vous ! Ce procès n'est pas – ou pas encore – celui de M. Plenel. Puisque vous venez de citer le ministre de l'Intérieur, parlez-nous plutôt de votre lobbying en sa faveur.

LA DÉFENSE : « Lobbying »... Ce n'est parce qu'Europe 1 est devenue « Radio Sarkozy » que mon client en est responsable...

« VOUS AVEZ UN RÔLE À JOUER POUR QUE LE MONDE LIBRE LE RESTE, POUR NOUS, POUR NOS ENFANTS. CHACUN DOIT BIEN PESER CE QU'IL PEUT APPORTER AU SEIN DE SA FAMILLE OU DANS SON ENTREPRISE POUR GAGNER CE COMBAT. »

L'ACCUSATION : À ceci près que c'est lui qui a nommé à sa tête Jean-Pierre Elkabbach, dont le sarkozysme est aussi notoire que celui de Michel Field sur LCI. Et votre client – comme Field – participait au meeting de Sarkozy pour le « oui » en mai 2005. Enfin, Genestar, le directeur de *Paris Match*, une des publications de Lagardère, vient d'être congédié pour avoir laissé publier des photos privées qui ont déplu à Sarkozy.

L'ACCUSÉ : Enfin, papa, déjà, adorait Nicolas ! En mars 2003, le ministre de la Police confie à *Paris Match* : « Pour mes quarante-huit ans, Lagardère m'a offert une cage avec un poulet vivant. » Marrant, non ? J'ai présenté Nicolas à l'état-major d'Hachette à La Baule, en juin 2005, « non pas comme un ami, mais comme un frère ». Genestar savait ce qu'il lui restait à faire. D'autant que je l'avais remarqué quand il s'était défini ainsi, en 1999 : « Je suis journaliste chez Hachette. Je m'entends bien avec ses dirigeants. Match n'est pas l'Académie française ! C'est le propriétaire qui choisit. » J'avais aimé cet esprit d'indépendance. Puis Genestar a mécontenté Sarkozy. Il le paie aujourd'hui !

LE PRÉSIDENT : Mais vous aviez confié au *Point* (groupe Pinault) : « Je ne lui ai demandé qu'une chose [à Genestar] : « Si tu fais quelque chose, préviens-moi avant, afin que, par courtoisie, je puisse moi-même en informer mon ami Nicolas Sarkozy. » Ce qu'il n'a pas fait. C'est ça qui m'a gêné. »

L'ACCUSÉ : Nicolas m'a d'abord demandé de feindre l'apaisement. Il en a assez qu'on l'accuse de tenir la presse grâce à Bouygues, parrain de son fils, grâce à Arnault, dont il a marié la fille, grâce à Minc, qui l'adore, grâce à Elkabbach, qui lui demande de choisir les journalistes d'Europe 1, grâce à Colombani, grâce à Jésus – c'est-à-dire grâce à moi. [En riant, il remue si fort son Coca light que le contenu gicle dans le nez de son avocat.] Depuis, je réponds aux avances de Delanoë, qui vient de me vendre des terrains à Paris, et Elkabbach l'invite tous les mois sur Europe 1. D'ailleurs, à gauche, personne ne me critique. J'ai filé des euros à *L'Humanité*. Jospin et Gayssot ont été très bien quand l'État m'a cédé EADS pour une bouchée de pain. J'ai ensuite vendu mes actions au plus haut, avant qu'elles ne s'écroulent.

LE PRÉSIDENT : À vous entendre, on croirait que les journalistes ne sont que des pantins entre vos mains.

L'ACCUSÉ : Ah, pas du tout ! Uniquement ceux de mon groupe. Les journalistes de Pinault obéissent à Pinault, ceux de TF1 à Bouygues, etc. Le paysage des médias est complexe, vous savez. Toutefois, j'ai apprécié que la présidente de la Société des journalistes de *Paris Match* justifie la censure dans son magazine d'un propos hostile à Nicolas en expliquant : « On approuve l'interview telle qu'elle est sortie. On ne considère pas cela comme une censure, mais comme un comportement responsable. On est désireux de ne pas jouer la provocation. »

LA DÉFENSE : Il y a tout de même plein de journaux, comme *Le Nouvel Observateur*, qui n'appartiennent pas à mon client. Cessons de macérer dans la théorie du complot !

L'ACCUSATION : Mais quand l'accusé remet les bourses annuelles de la Fondation Jean-Luc Lagardère, le jury du prix du journaliste de la presse écrite est présidé par... Laurent Joffrin ! Ce qui lui a permis d'attribuer le prix (de 10 000 euros) à la fille de Jean Daniel...

LE PRÉSIDENT (qui a mis un polo) : [À voix basse.] Monsieur Lagardère, merci pour le job dans votre team. [À voix haute.] L'accusé est acquitté. La partie civile est condamnée à mort. [Il ouvre une boîte de Coca light.] Et l'audience est suspendue ! [Il rote.] ■